

**SESSION** : NUSAB 2022

**FORUM** : Commission du HCR

**QUESTION** : Comment lutter contre les discriminations, la violence et la violation des droits de l'homme envers les populations issues des minorités et envers les migrants ?

**SOUMIS PAR** : Irak

L'assemblée générale,

*Rappelant* que l'article 55 de la Charte de l'ONU repose sur « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de région »,

*Attendant avec intérêt* que les droits de l'homme soient respectés vis-à-vis des populations ayant un statut de réfugié politique, comme l'indique la Convention de 1951 qui énonce qu'un réfugié ne devrait pas être renvoyé dans un pays où sa vie et sa liberté sont gravement menacées,

*Constatant avec préoccupation* que le nombre de déplacements forcés a doublé en dix ans, d'après un rapport publié en novembre par le Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations unies,

*Notant avec regret* que 1146 personnes sont mortes en mer au cours du premier semestre de l'année 2021,

*Ayant pris connaissance* de l'effort de certains pays dans l'accueil d'un grand nombre de migrants comme l'Allemagne de façon exemplaire l'année précédente,

*Saluant* la résolution présentée par la Finlande et signée par l'ONU en novembre 2021 à propos de la mise en place d'un appui nécessaire à l'exécution du pacte mondial sur les réfugiés et son cadre d'action globale en renforçant les mécanismes de sauvetage et en favorisant le rapatriement des réfugiés,

*Réalisant* que dans notre monde actuel, 1% de l'humanité est déplacée et vulnérable face à la violation des droits de l'homme,

*Insistant sur le fait que* certains pays sont dans l'obligation de fermer leurs camps, à l'image de l'Irak dès la fin de l'année 2021 pour cause de manque de moyens et d'aide internationale, ce qui plonge dans l'incertitude des milliers de personnes contraintes de quitter ces lieux,

*Tenant compte* de la situation actuelle de crise sanitaire où les pays d'accueil de migrants doivent fermer leurs frontières et plonger dans l'oubli des populations bloquées sans revenus ni abri, et à la merci d'organisations mafieuses,

*En remerciant* le HCR pour ses projets permettant d'améliorer le sort des réfugiés à travers le monde,

1. *Exige* que la communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations Unies, apporte un soutien financier aux pays frontaliers de zones à risques, afin de leur permettre la mise en place d'infrastructures d'accueil des migrants dans le respect des droits humains ;
2. *Propose* aux réfugiés ayant été expulsés suite à la fermeture de leurs camps, d'accéder automatiquement au statut de réfugié politique afin de quitter au plus vite le pays dans lequel ils se trouvent, si celui-ci n'a pas des capacités d'accueil suffisantes ;
3. *Encourage* l'instauration de quotas, notamment dans les pays occidentaux, afin de soulager les pays frontaliers aux territoires en difficulté, notamment du Moyen-Orient ;
4. *Déclare en conséquence* la mise en place d'une amende pour les pays n'ayant pas respecté ces quotas ;
5. *Appelle* à une action internationale, coordonnée avec les autorités des pays de départ, pour lutter contre les organisations de passeurs du type mafieux qui menacent la vie des réfugiés et pillent leurs maigres ressources ;
6. *Demande* que tout migrant où qu'il soit, ait un accès à l'eau et l'électricité, ainsi qu'à tout autre moyen nécessaire au respect de sa dignité, par l'intermédiaire d'un fond international géré par les Nations Unies ;
7. *Remercie* les organisations venant en aide aux migrants à la dérive en Méditerranée, et demande expressément une clarification de leur situation légalisant leurs actions ;
8. *Recommande* aux pays ayant la possibilité d'avoir des campagnes de vaccinations de masses, d'accueillir les populations de migrants à risques ou souffrant de comorbidités importantes, et de leur donner accès au vaccin tout comme les autres citoyens ;
9. *Invite* les entreprises mondiales présentes dans les pays frontaliers de zones à risques, à former et embaucher des réfugiés sans discrimination, déchargeant ainsi les Etats du poids financier de l'intégration ;

10. *Espère* que tous les Etats membres de l'ONU apportent leur soutien et encouragent les réfugiés à rentrer dans leur pays d'origine dès que la situation de celui-ci sera apte à leur offrir des conditions de vie meilleures que celles de leur départ ;

11. *S'engage*, dans ce cadre, à ce que l'Irak n'entame pas de poursuites judiciaires pour tous ses exilés nationaux souhaitant revenir en Irak, à la condition qu'ils ne soient pas suspectés ou condamnés pour crime de sang.